



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 19 Janvier 2011

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle

Sommaire

Tunisie

Où va la Tunisie ?

3 questions à

S.E. Louis

Dominici

Président de l'UNSA
Affaires étrangères

Otages français

Toute la vérité

Côte d'Ivoire

Le face à face

Soudan

Vers la partition

Télégrammes

Livres

LES CAHIERS DE
L'AFRIQUE

REVUE D'ÉTUDE ET DE RÉFLEXION SUR LE MONDE AFRICAIN

UPM

LES
INTERROGATIONS
AFRICAINES

Revue trimestrielle
d'étude et de réflexion
sur le monde africain
[www.lescachiersde
lafrique.fr](http://www.lescachiersde
lafrique.fr)

Otages français



Niamey - Niger

Toute la vérité

Les deux otages français enlevés au Niger ont perdu la vie dans la tentative de sauvetage lancée par les forces spéciales françaises. Ils méritent notre compassion. Leurs familles aussi. Sur leur mort, comme sur l'hostilité d'Al Quaida envers la France, chacun a droit à toute la vérité.

Sur les circonstances de leur mort, non pas évidemment pour rechercher une éventuelle part de responsabilité du côté des sauveteurs qui ont admirablement risqué leur vie dans le désert, mais parce que la vérité est un devoir ; et aussi parce qu'elle permettra aux Français de se faire une opinion sur la portée de la décision prise à l'Elysée de lancer cette opération militaire.

Sur l'hostilité d'Al Quaida à l'égard du gouvernement français et de ses ressortissants, il faut aussi être clair. Plus que ne le sont certains commentaires, d'autant plus étrangement mis en avant dans nombre d'émissions de télévision ou de radio qu'ils ne vont pas au principal. Pourquoi avoir l'air de dissimuler qu'Al Quaida nous reproche en premier lieu la participation de l'armée française à la guerre d'Afghanistan, et considère de plus que l'attitude de l'Elysée sur la question israélo palestinienne est plus favorable à Israël qu'aux palestiniens ? D'autres motifs politiques existent, mais ils viennent après.

É D I T O

L'Afrique toute proche

La chute de Ben Ali, la crise ivoirienne, la mort des deux Français enlevés au Niger, marquent à des titres différents la sensibilité française. L'écho que les médias en donnent correspond à une double réalité : l'Afrique est toute proche de la France et les Français le ressentent.

La réapparition dans la conscience populaire de cette vérité montre que les discours récurrents sur la distance à prendre avec l'Afrique, manifestent non pas la soit disant modernité de leurs auteurs mais leur oubli de la dimension universelle du peuple français, ainsi que leur manque de vision historique.

Les comportements erratiques
qui en résultent au sommet

dans les relations avec l'Afrique, sont d'autant plus inévitables que l'on s'est ingénié depuis longtemps à affaiblir le réseau diplomatique français en Afrique. Le système actuel, qui a mis les diplomates en disgrâce et cherche en vain et par à coup dans les autres ministères, des compétences internationales qu'ils ne peuvent avoir, va dans le mur, en Afrique comme ailleurs.

Madame Alliot Marie, qui vient d'arriver au Quai d'Orsay, se trouve en fait devant la nécessité de rendre au ministère des affaires étrangères et à ses ambassades, leur place centrale dans le dispositif interministériel, leur mission historique de construction de la politique étrangère et les moyens de l'accomplir. Elle en a le caractère et sûrement la vision. Puissent les dieux lui être favorables !

Centrafrique

Le Premier tour de l'élection présidentielle et des législatives est prévu le 23 Janvier. Le Président François Bozize est

Bozizé favori

favori, face aux quatre autres candidats, dont son prédécesseur Ange Félix Patasse, qui réclament un report du vote.

TUNISIE

Où va la Tunisie ?

Après trois semaines de manifestations durement réprimées, la Tunisie est passée de la révolte à la révolution. Le Président Ben Ali s'est exilé en Arabie. Des élections devront avoir lieu rapidement. Les perspectives d'avenir restent incertaines. Les régimes arabes s'inquiètent pour leur propre stabilité. Prises de court, les capitales occidentales, qui jusqu'à hier entouraient d'égards le Président déchu, s'adaptent plus ou moins bien.

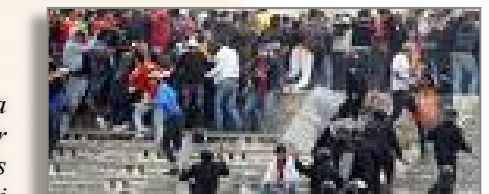
La chute de Ben Ali

Le suicide d'un marchand ambulant dans une ville du sud à qui la police venait de saisir son humble étal, des manifestations contre une forte hausse des prix de divers aliments de base, une répression policière à la brutalité ordinaire, d'autres manifestations, la police qui tire à

balles réelles et fait de nombreux morts, le Chef de l'Etat qui annonce un retour aux libertés, la révolte qui gagne Tunis, et le Président Ben Ali qui s'enfuit le 14 janvier en Arabie Saoudite.

La situation intermédiaire

Le Premier ministre qu'il venait de nommer, Mohamed Channouchi, annonce que selon la



Émeutes à Tunis

constitution, il assure l'intérim du Président considéré comme absent. Mais dès le lendemain, le Conseil Constitutionnel constate le départ définitif du Chef de l'Etat, et décide qu'aux termes de la constitution, l'intérim doit être assuré dans ce cas par le Président de l'Assemblée nationale, M. Foued Mebazza. Celui-ci prend ses fonctions et entre en consultation pour un gouvernement d'union

(suite page 2)

TUNISIE : Où va la Tunisie ? (suite)

nationale toujours dirigé par Mohamed Channouchi, afin notamment d'organiser l'élection présidentielle dans les six mois. Le gouvernement constitué dès le 16 janvier, compte trois opposants historiques, et sept anciens ministres de Ben Ali qui détiennent les portefeuilles des finances, de l'intérieur et des affaires étrangères.

Les manifestations politiques ont cessé, en tout cas pour le moment. Mais des règlements de compte se poursuivent. Des désordres de droit commun s'y ajoutent, conduisant les habitants à s'organiser en autodéfense. La police étant déconsidérée, c'est à l'armée que revient la charge de rétablir la sécurité des personnes et des biens. C'est elle aussi qui le 16 janvier a donné l'assaut au palais présidentiel de Carthage, où s'étaient barricadés des membres de la garde présidentielle.

Les premières questions de la transition

La période de transition ainsi ouverte est pleine de questions et d'incertitudes. La plupart des mouvements d'oppositions ont été en effet à tel point étouffés, qu'ils n'ont ni organisation ni moyens, et ont donc besoin de temps pour préparer des élections. Beau-

coup considèrent que le renouveau ne peut pas se réaliser dans le cadre de la constitution en vigueur, qui était faite pour favoriser le pouvoir personnel : ils demandent avant toute chose une nouvelle constitution, ce qui pose la question d'une assemblée constituante différente de l'assemblée en place.

Les Tunisiens vont-ils pouvoir construire dans le dialogue et la paix, un nouvel avenir politique et social ? Les optimistes

« La période de transition ainsi ouverte est pleine de questions et d'incertitudes »

répondent oui. Les pessimistes évoquent des risques divers: captation du pouvoir par des anciens partisans de Ben Ali ; prise du pouvoir par l'armée après une période de désordre et d'insécurité ; forte montée en puissance des Islamistes dans un contexte de difficultés économiques et sociales...

Dans les pays arabes et en Occident

Pendant ce temps, dans les pays arabes, les tenants du pouvoir s'inquiètent des répercussions des événements de Tunisie sur leur

propre pays. Leurs opposants se prennent à rêver.

Les chefs d'état occidentaux, qui traitaient personnellement leurs relations avec Ben Ali, ont été pris de court. Ils n'ignoraient certes pas les difficultés sociales du pays et l'opposition d'un nombre croissant de Tunisiens à un régime qui laissait peu de place aux libertés publiques. Mais ils appréciaient le rythme soutenu de la croissance économique de la Tunisie, et se satisfaisaient d'autant plus de la stabilité politique du pays, que celui-ci leur apparaissait comme un bouclier contre l'islamisme, tenu pour un risque majeur.

Voyant ainsi les choses à travers le seul prisme de leur lutte contre l'islamisme et contre le terrorisme qu'ils y rattachaient, ils n'ont pas voulu considérer l'éventualité d'un brusque effondrement de son pouvoir personnel. Ils ont lâché Ben Ali dans la dernière semaine, à quelques jours près. Washington a donné le ton en premier. Paris a fermé la marche le soir où le Président s'est enfui. Le débat opportuniste franco français, qui s'est ouvert ensuite à ce sujet dans le microcosme parisien, n'appelle pas de commentaire à ce stade.

**3 questions à****Louis Dominici**

L'Ambassadeur Louis Dominici a une très grande expérience de l'Afrique. Il a été d'autre part pendant près de vingt ans, Président de l'Association Professionnelle des diplomates, devenue ensuite syndicat autonome (UNSA).

La lettre de l'Afrique :

La diplomatie française est critiquée ces temps-ci. Pensez-vous que les diplomates portent la responsabilité principale des insuffisances de notre politique étrangère ?

S.E. Louis Dominici :

Catégoriquement non. Les objectifs de la diplomatie française, entendue au sens de la politique étrangère de la France, sont fixés par l'autorité politique au plus haut niveau. L'Elysée en a d'autant plus la responsabilité, qu'on est en train d'y prendre l'habitude de décider des grandes options et d'intervenir constamment dans l'action même, sans beaucoup tenir compte des informations et des propositions des ambassadeurs sur le terrain et de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères à Paris. C'est une situation rare dans notre histoire.

Elle permet certes quelques succès ici ou là. Mais pour l'essentiel et dans la durée, elle est dangereuse, comme nous le constatons actuellement en divers points du monde.

LLA : Est-il exact que les effectifs et les moyens du ministère des affaires étrangères ont été réduits au point de compromettre gravement sa capacité d'action ?

S.E. Louis Dominici :

Les effectifs et les moyens des services diplomatiques et consulaires subissent une baisse continue depuis quinze ans, en contradiction totale avec les obligations que nous impose la mondialisation. Cette réduction injustifiée est ainsi loin d'être imputable au seul pouvoir actuel. Mais les ponctions de toute nature opérées depuis 2007 sur un ministère déjà abusivement saigné, s'apparentent à une exécution. Le ministère a été dépouillé de tous ses moyens de coopération, dont certains ont disparu et dont

d'autres ont été transférés à des Agences, sur lesquelles il exerce une tutelle plus nominale que réelle. Cela étant, les diplomates professionnels ont gardé toute leur capacité d'analyse, de synthèse et de proposition. Ils peuvent la renforcer si on leur rend les moyens nécessaires et si on replace les diplomates au cœur de la diplomatie.

LLA : Pensez-vous que ce double redressement est possible ?

S.E. Louis Dominici :

Deux anciens ministres des affaires étrangères, M.M. Juppé et Védrine, l'ont réclamé récemment dans une tribune du journal « Le Monde ». La Ministre d'état qui vient de prendre ses fonctions au Quai d'Orsay, a déclaré qu'elle le voulait. Notre pays a évidemment les moyens de faire autant et mieux qu'il y a vingt ans. Les diplomates se tournent donc vers le Président de la République, dont tout dépend.

CÔTE D'IVOIRE

LE FACE A FACE

Les deux Présidents campent sur leurs positions. Des affrontements violents se produisent à Abidjan et dans le centre ouest. Ouattara déclare que le moment est venu d'utiliser la force. Derrière les masques vertueux de la non ingérence, les interférences extérieures se multiplient dangereusement.

Le face à face

La division persiste et s'aggrave en Côte d'Ivoire. Les médiations africaines n'ont pas donné à ce jour de résultat. Laurent Gbagbo a certes proposé de discuter directement avec Alassane Ouattara, mais celui-ci, y voyant une manœuvre, s'y est refusé.

A l'invitation du Président Gbagbo, Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères et ancien Président du Conseil constitutionnel de la France, s'est rendu à Abidjan en qualité d'avocat, en compagnie

de son confrère Jacques Vergès. Il s'est montré très critique à l'égard des arguments juridiques et des positions politiques du camp Ouattara.

Des incidents ont éclaté dans deux quartiers de la capitale, et devant l'Hôtel du Golfe, ainsi que dans le centre du pays. La vie

« *Sur ce sujet, les Africains ne sont ni aussi unis ni aussi décidés qu'on pourrait le croire* »

économique s'est ralentie. Les exportations, notamment de cacao, diminuent, entraînant des difficultés pour les producteurs et limitant les rentrées financières de l'Etat. L'approvisionnement notamment alimentaire de la capitale, se réduit.

Ouattara appelle à l'usage de la force

C'est dans ce contexte qu'Alassane Ouattara jouant la dégradation de l'économie, a appelé les Ivoiriens à cesser le travail jusqu'au départ de Gbagbo. Dans le même temps, il déclare que le moment est venu d'utiliser la force. Sans aller jusqu'à espérer une action

des troupes de l'ONUCI qui n'ont pas mission dans ce sens, et sachant que, pour un succès rapide les forces de Guillaume Soro ne suffiraient pas, il semble compter de plus en plus sur une opération de la CEDEAO et en particulier du Nigéria. Mais l'opération n'est simple ni au plan militaire ni dans l'ordre politique. D'autant que sur ce sujet, les Africains ne sont ni aussi unis ni aussi décidés qu'on pourrait le croire.

La confusion et le risque

Dans la confrontation des positions et l'entrecroisement des manœuvres des uns et des autres, les perspectives de la Côte d'Ivoire apparaissent de plus en plus confuses. Une seule chose est claire : les visées personnelles dans le pays comme à l'extérieur, prennent le pas sur les préoccupations de la majorité des populations ivoiriennes.

Le risque existe, en de telles conditions, que l'histoire manipulée par trop d'intervenants, y compris par des apprentis sorciers occidentaux, tourne mal et devienne incontrôlable.

SOUDAN

Vers la partition

Le Sud Soudan est en marche vers la partition. La phase électorale s'est déroulée sans encombre. Les relations avec le Soudan commenceront dans la difficulté, en particulier en ce qui concerne le tracé définitif de la frontière en pleine zone pétrolière.

Le referendum sur l'avenir de la région autonome du Sud Soudan a duré une semaine et s'est achevé le 15 janvier. Le dépouillement est en cours. Mais le résultat ne fait pas de doute. Les électeurs ont en effet voté massivement et ne se sont pas privés de manifester hors des bureaux de vote, leur détermination pour la partition.

Un évènement considérable est ainsi en train de se produire, pour le nord et le sud Soudan, pour l'Afrique centrale, et pour le continent africain tout entier.

Un nouvel état va naître. D'une superficie de 589 000 Km², Il comptera plus de 8 millions d'habitants en majorité chrétiens (78%) et pour partie animistes (22%). Encore très pauvre, il disposera cependant de potentialités agricoles et d'élevage le long de la vallée du

« *La délimitation exacte de la frontière en pleine zone pétrolière constituera une première difficulté* »

Nil blanc, et surtout de richesses pétrolières importantes, ainsi que de diverses réserves minières (fer, cuivre, chrome, zinc, tungstène, mica, argent et or)

Sa création amputera d'autant l'actuel Soudan, arabe et musulman, actuellement peuplé de plus de 40 millions d'habitants

sur un vaste espace de 2.500.000 Km². Tout indique que les relations entre Khartoum et Juba ne seront pas simples. La guerre civile avec le nord Soudan, qui ne s'est achevée qu'en 2005, est encore dans tous les esprits. La question de la délimitation exacte de la fron-

tière en pleine zone pétrolière constituera une première difficulté.

La région autonome du Sud Soudan actuellement présidée par Silva KIIR, entretient de bons rapports avec l'Ethiopie et l'Erythrée, qui l'ont soutenue pendant la guerre civile. Du côté



Vote au sud-Soudan en Janvier 2011

du Tchad, Idriss Deby voit les choses autrement, après avoir déclaré en avril dernier que « l'indépendance du Sud Soudan serait une catastrophe », dans la mesure notamment où elle risquait de déclencher d'autres mises en question de l'intégrité des états africains.

Les Etats Unis s'intéressent de près à cette région où ils souhaitent l'affaiblissement de Khartoum. La Chine, déjà très engagée au nord comme au sud dans l'exploitation pétrolière, entend traiter également avec Khartoum et Juba.

Tunisie***Le délitement de la cité***

Sadri Khiari, Karthala, 2003

La Tunisie de Ben Ali serait-elle en crise ?

C'étaient les premières lignes de la 4ème de couverture de cet ouvrage paru en 2003 et qui a su sentir avant beaucoup de monde le vent tourner pour le régime de Ben Ali, qui s'est finalement effondré comme un château de carte, suite à un mois de contestation depuis le début de l'année 2011.

Maroc-Algérie***Analyses croisées d'un voisinage hostile***

Centre d'Etudes Internationales de Rabat, Karthala, 2011

Cet ouvrage collectif du CEI, qui est un acteur actif du débat sur l'intégration régionale, s'attelle à l'analyse des différentes postures de l'État algérien dans l'affaire du Sahara occidental, et plus généralement, dans ses relations avec le Maroc.

Il livre des lectures croisées de l'état du voisinage Maroc-Algérie.

Comment l'Afrique en est arrivée là

Axel Kabou, Lharmattan, 2011

Axel Kabou, auteur de « *Et si l'Afrique refusait le développement* » interroge l'histoire de la marginalisation de l'Afrique. Quels rapports l'Afrique subsaharienne entretient-elle avec elle-même, avec la Méditerranée, le Moyen-Orient et l'Europe ? Peut-elle aller au-delà de sa stratégie actuelle de diversification des partenaires extérieurs, passer du statut de « continent convoité » à celui de continent conquérant ?

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES**Maghreb****• Tunisie**

Après le renversement de Ben Ali, le premier gouvernement de transition mis en place par le premier ministre Mohammed Ghannouchi est fortement contesté par la population ;

Afrique subsaharienne**• Ouganda**

Plusieurs milices menacent de perturber le bon déroulement des élections présidentielles qui sont prévues le 18 février prochain ;

• Sao Tome

Décès le 24 décembre 2010 de l'ancien premier ministre des années 1990, Celestino Rocha da Costa, figure historique de l'archipel et qui avait manifesté un attachement particulier à la coopération avec la France ;

• Gabon

Le Président Ali Bongo Ondimba remanie largement le 14 janvier 2011, le gouvernement gabonais. Six nouvelles personnalités y font leur entrée. Paul Biyoghe Mba reste premier ministre et Paul Toungui ministre des affaires étrangères de la coopération et de la francophonie. Alexandre Barro Chambrier prend le poste stratégique de ministre des mines, du pétrole et des hydrocarbures ;

• Guinée

Aux côtés du Dr Mohamed Saïd Fofana qu'il a choisi comme Premier Ministre, le Président Conde a nommé le Dr Edouard Burkoye Lama ministre des affaires étrangères et des Guinéens de l'étranger, et M Kerfalla Yansané ministre de l'économie et des finances. Le Président conserve pour lui le portefeuille de ministre de la défense.

FESPACO
PROMOUVOIR ET VALORISER LE CINEMA AFRICAIN

Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou
26 février - 5 mars 2011

Thème :
Cinéma africain et marchés

HABIB GERIMA
Allons pour la XXIIème édition!

CORRESPONDANCE: Ecrire au siège : [contact.fespaco.bf](mailto:contact.fespaco@fespaco.bf)
Copyright: FESPACO
Téléphones : (226) 50 30 83 70 / 71 - Fax : (226) 50 30 83 75
Adresse Postale : FESPACO - 01 BP 25 05 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO

Cette 24ème édition du Fespaco, événement majeur du cinéma africain qui souffle cette année ses 42 bougies, présente plus d'une centaine de films sélectionnés et enregistre près de 13000 badges, témoignant ainsi du succès international de ces rencontres des professionnels du 7ème art africain, malgré une enveloppe budgétaire en nette diminution.

Victime de sa notoriété, le Fespaco rencontre un vif succès auprès du public et remplit les salles à chaque festival mais l'organisation, qui compte une quarantaine de salariés, peine de plus en plus à se financer.

CF*Le club du faubourg*

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.